

Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

La série entamée cette année prend pour fil conducteur l'autobiographie, plus largement les « documents à la première personne », considérés comme source pour l'histoire de la Chine moderne. La période envisagée correspond aux années 1600-1930 approximativement, mais nous nous sommes pour le moment cantonné au XVII^e siècle, et continuerons d'ailleurs de le faire l'année prochaine. La fin des Ming, la conquête mandchoue (1644-1645) et les premières décennies des Qing voient en effet une floraison de documents autobiographiques se singularisant par une liberté de parole — que leurs auteurs parlent d'eux-mêmes ou des événements dont ils ont été témoins — qui n'a pas beaucoup d'équivalents dans l'histoire de ce type d'écrit en Chine. (Nous en évoquerons plus tard quelques exemples aux XIX^e et XX^e siècles.)

Ce sont ces témoignages à bien des égards « hors normes », et dont beaucoup ont survécu par l'effet du hasard, qui nous ont principalement occupé. On ne leur doit pas de révélations majeures en ce qui concerne la « grande histoire », mais l'authenticité des détails qu'ils fournissent et la franchise de leur expression la complètent et parfois l'éclairent de façon passionnante, et par là invitent à la relire. Ce n'est pas nécessairement que leurs auteurs pensaient ou voyaient les choses autrement que leurs contemporains (encore que l'on rencontre quelques esprits réellement originaux) : la différence réside plutôt dans leur rapport à la narration. Pour mieux le mettre en relief nous avons commencé par exposer avec quelque détail les conventions de forme et de substance qui définissent la tradition autobiographique en Chine, et d'abord la tradition biographique en général, puisque aussi bien celle-ci lui préexiste et que c'est d'elle que découle l'écriture à la première personne.

Le genre biographique en Chine est inséparable de l'écriture de l'histoire depuis les *Mémoires historiques* (*Shiji* 史記), le monument fondateur de Sima Qian 司馬遷 composé au tournant du I^{er} siècle avant notre ère. Sima Qian est le premier à avoir

imaginé de représenter le passé, ou une partie importante du passé, à travers des destins individuels venant en quelque sorte en contrepoint des annales de la cour et regroupés dans la section « biographies » de son grand œuvre, laquelle n'occupe pas moins de 70 chapitres sur 130. Si le genre a ensuite essaimé, produisant au long de l'histoire l'on ne sait combien de dizaines de milliers de biographies individuelles consignées dans toutes sortes d'ouvrages officiels ou privés, ou gravées dans la pierre, il n'en est pas moins resté très déterminé par ses origines.

Les biographies conventionnelles chinoises se rangent presque sans exception à l'intérieur de catégories préexistantes, qui, là encore, trouvent leur origine dans l'ouvrage de Sima Qian et renvoient à des *rôles* professionnels, sociaux, intellectuels ou moraux. Ces rôles tendent à absorber l'individualité du personnage décrit, défini par un état, une qualité, un savoir-faire, un type de comportement, etc., correspondant à un éventail limité et autour desquels viennent s'ordonner les faits, les actions et les anecdotes sélectionnés pour sa biographie. Si riche qu'ait été son parcours, le sujet d'une biographie chinoise est toujours unidimensionnel, et lorsqu'on peut lui rendre quelque chose de sa complexité c'est parce qu'il existe d'autres sources : nous en avons donné un exemple en nous attardant un instant sur le cas du célèbre poète Yuan Mei 袁枚 (1716-1797), personnage aux multiples dimensions s'il en fut. En outre le sujet d'une biographie est le plus possible montré à son avantage. La valeur d'exemplarité, qui définit d'une certaine manière les biographies officielles — cette exemplarité fût-elle négative, dans le cas des fonctionnaires corrompus, des rebelles, etc., ou s'agit-il de personnages qui se définissent par leur non-conformisme —, est rarement absente des biographies privées : les épitaphes, les biographies insérées dans les registres claniques, celles qu'on trouve en tête des *Ceuvres choisies* d'un lettré, ont toutes les raisons de verser dans l'éloge, ou au minimum de passer sous silence tout ce qui fâche, car en fin de compte c'est l'honneur des ancêtres qui est en cause. Les contradictions, les passions, les comportements inavouables, c'est dans la littérature de fiction en langue vernaculaire, tellement remarquable en Chine à partir des Ming, qu'il faut les chercher : or — pour anticiper sur la suite — certaines autobiographies non conventionnelles de la fin des Ming auxquelles nous nous sommes intéressé donnent par endroits l'impression de lire un roman.

Les « biographies chronologiques » (*nianpu* 年譜) forment un sous-ensemble important. Comme son nom l'indique, ce genre typiquement chinois procède de façon systématique, année par année, alors que la plupart des biographies conventionnelles présentent d'importantes lacunes chronologiques et contiennent peu de dates. (Les biographies chronologiques semblent exister depuis les Tang et restent aujourd'hui un genre très pratiqué.) Du fait de cette organisation, et en dépit de très grandes variations, les *nianpu* sont beaucoup moins sélectifs dans leur contenu que les biographies conventionnelles, ils touchent à l'ensemble des activités publiques et privées de leur sujet et contiennent beaucoup plus de données sur sa vie sociale et familiale. En bref, ils en livrent une image moins unidimensionnelle. Les plus complets sont de véritables bases de données biographiques. Leur

organisation strictement chronologique se modèle sur l'antique tradition annalistique chinoise, laquelle livre les faits dans l'ordre et laisse au lecteur le soin de les articuler entre eux et, le cas échéant, de porter un jugement. Mais les *nianpu* n'échappent pas à certaines contraintes de l'écriture biographique traditionnelle en Chine, à commencer par la convention qui exclut toute notation négative sur le caractère et la moralité d'un personnage dans sa biographie. La complexité psychologique et le réalisme trouvent très vite leurs limites.

Or, un nombre important d'autobiographies se présentent sous la forme d'autobiographies chronologiques (*zizhuan nianpu* 自撰年譜), avec les mêmes caractéristiques de forme et, dans une large part, de contenu, et c'est le cas de presque toutes celles qui ont servi ou serviront de fil conducteur à notre exposé. Mais avant d'y venir il était indispensable de rappeler un certain nombre d'éléments sur les autobiographies en Chine en général. (Nous avons déjà évoqué le sujet dans notre cours de 2001 à propos des « autobiographies professionnelles » rédigées par certains fonctionnaires.) Au delà de l'opposition théorique entre l'objectivité (revendiquée) du biographe et la subjectivité (acceptée) de celui qui raconte sa propre vie, biographies et autobiographies en Chine répondent aux mêmes déterminations idéologiques et sociales et suivent les mêmes conventions formelles. Il se trouve en outre que Sima Qian, l'auteur des *Mémoires historiques*, a toujours été considéré comme le père fondateur de l'un et l'autre genre. La postface du *Shiji*, intitulée *zixu* 自叙 (un « récit sur soi-même »), ainsi que la célèbre « lettre à Ren An » reproduite dans sa biographie de l'*Histoire des Han*, sont des documents à la première personne d'une grande intensité émotionnelle (injustement accusé de complot, Sima Qian avait accepté de subir la castration plutôt que la mort afin de mener à bien son grand œuvre, et il s'en explique), et ils sont emblématiques des deux principales motivations susceptibles d'être à l'œuvre : le souci de faire honneur à ses ancêtres, et celui de s'exprimer sur soi-même en toute sincérité.

La première motivation, avec tous les camouflages et les hypocrisies qu'elle encourage, a incontestablement dominé l'écriture autobiographique en Chine jusqu'à l'époque moderne. On en attribue parfois l'influence (à partir de l'époque des Tang) au père de l'historiographie chinoise, Liu Zhiji 劉知幾 (661-721), dont les *Généralités sur l'histoire* (*Shitong* 史通) contiennent un chapitre sur l'autobiographie. Liu Zhiji recommande de passer sous silence les écarts de conduite ou les insuffisances aussi bien de l'auteur que de ses ancêtres (lorsqu'il est amené à parler d'eux) et de « mettre en valeur les points où on excelle » (*cheng qi suo zhang* 稱其所長), sans pour autant « raconter des faussetés » (*si yan bu miu* 斯言不謬). La piété filiale reste donc la détermination majeure. Par delà l'influence supposée de Liu Zhiji il faudrait aussi invoquer le renforcement, quand ce n'est l'exacerbation, des normes confucéennes très strictes défendues par le pouvoir et diffusées dans l'ensemble du corps social depuis l'époque des Song (960-1279) et jusqu'à la fin de l'empire. De ce fait, les auteurs d'autobiographies étaient encouragés à régler la

présentation de leur personnalité et de leurs activités sur les modèles reçus et les profils standard légués par la tradition, lesquels informent massivement le genre biographique en Chine depuis ses origines.

À en croire Pei-yi Wu, auteur d'un livre important sur l'autobiographie en Chine (*The Confucian's Progress*, 1990), ce conformisme imposé par les injonctions de Liu Zhiji — et plus encore, croyons-nous, par l'idéologie dominante — expliquerait le déclin relatif du genre autobiographique après les Tang et jusqu'à la fin des Ming. Pendant les dernières décennies des Ming en revanche, soit à peu près la première moitié du XVII^e siècle, on assiste à une renaissance remarquable de l'écriture à la première personne. Cette renaissance est d'abord quantitative, mais elle est surtout qualitative en ce sens qu'un certain nombre de contraintes et d'inhibitions ont alors perdu beaucoup de leur efficacité, au moins dans certains milieux. Les causes en ont souvent été décrites : le développement soutenu de la production et du commerce depuis le début du XVI^e siècle, et par voie de conséquence la marchandisation de tous les aspects de la vie, la place envahissante de l'argent, la vogue du luxe ostentatoire et de la consommation culturelle de prestige bien au delà des anciennes métropoles et de l'élite traditionnelle, et en même temps l'aggravation des disparités et des tensions... Tout cela fait que la société a d'une certaine manière perdu ses repères. L'élite lettrée est partagée entre son attirance pour un style de vie raffiné et dispendieux, à la limite profondément irresponsable, et la conscience des problèmes sociaux, politiques et bientôt militaires dans lesquels semble s'enfoncer l'empire. La mauvaise conscience, au moins les doutes et les inquiétudes qui en résultent encouragent une remise en question des principes moraux et philosophiques qui fondaient depuis toujours la vie sociale et publique des élites. Alors que certains se jettent dans l'activisme, cherchent à réformer la société et l'État, se préoccupent avec passion de protéger le pays et la dynastie des périls qui les menacent, d'autres au contraire se replient sur un individualisme esthétisant et jouisseur ; et ce sont bien souvent les mêmes individus qui oscillent entre ces deux attitudes, ou qui cherchent à les concilier.

C'est donc un âge où beaucoup sont portés à s'interroger sur eux-mêmes, sur leurs actions, sur leur destinée, sur leur rapport aux institutions qui structurent la société, et sur ces institutions elles-mêmes. La vogue du bouddhisme parmi les élites de la fin des Ming est un autre signe. Et c'est aussi un âge où l'on a énormément écrit sur toutes ces choses, parfois avec une très grande liberté. C'est là que nous retrouvons nos autobiographies : d'aucuns s'y posent désormais des questions sur eux-mêmes ou, pour le dire autrement, prennent du recul par rapport aux rôles qui leurs sont normalement assignés par leur statut social, leur éducation, leur famille, leur carrière, etc. Les textes que nous évoquerons plus spécialement sont, pour certains d'entre eux, des exemples extrêmes de cette nouvelle tendance.

Plusieurs, on l'a vu, sont des autobiographies chronologiques, et celles-ci forment incontestablement un groupe à part. Sans qu'on ait les moyens de se livrer à une analyse statistique précise, diverses indications suggèrent que la fin du XVI^e siècle et la

première moitié du XVII^e représentent une première période de croissance rapide de la production d'autobiographies chronologiques (une cinquantaine environ), la seconde période, incomparablement plus productive, étant le XIX^e siècle, pendant lequel la majorité des autobiographies composées correspondent à ce format.

Mais le genre était relativement ancien : la première autobiographie chronologique connue est due à un haut fonctionnaire de la fin des Song du Sud, Wen Tianxiang 文天祥 (1236-1283), qui avait été capturé par les Mongols mais refusait de les servir. Rédigé en prison en attendant l'exécution, ce texte fondateur du genre entendait léguer à la postérité un témoignage de loyauté sans concession et il était délibérément dépouillé de toute considération de nature privée, familiale, *a fortiori* intime — en un mot, personnelle. On est donc très loin des textes dont il sera question ci-dessous, et il semble en effet qu'avant la fin des Ming l'autobiographie chronologique soit restée un genre hautement respectable, centré sur la vie publique des auteurs et entièrement soumis aux contraintes de l'honorabilité et de la morale.

Les choses changent assez radicalement au XVII^e siècle, pour les raisons esquissées plus haut, même si l'on a continué longtemps de rédiger des autobiographies fidèles aux anciennes conventions. Mais plus que l'histoire du genre en soi (traitée par Pei-yi Wu), ce sont les réalités sociales et politiques, psychologiques également, que révèlent certaines de ces « nouvelles » autobiographies, et de façon parfois surprenante, qui nous ont concerné. Deux aspects peuvent être d'emblée soulignés : d'une part, un certain degré de « démocratisation » dans le recours à l'autobiographie comme moyen d'expression, et d'autre part une attitude nettement plus libre par rapport à l'honneur du nom et à l'impératif traditionnel de discrétion pour tout ce qui concerne la sphère intime, ainsi qu'une moindre répugnance à prendre parti politiquement.

Pour commencer par ce second aspect, il faut rappeler que pour certains spécialistes seuls les textes dont les auteurs s'attachent à mettre en relief ce que leur itinéraire peut avoir d'unique, à montrer comment les événements extérieurs ont retenti sur leur personnalité et leur compréhension du monde, enfin à faire part au lecteur des réflexions que cela leur inspire, peuvent être considérés comme authentiquement autobiographiques — au sens moderne du terme, en tout cas, tel qu'il a été illustré en Europe par les *Confessions* de Rousseau. Or en Chine, même si les écrits autobiographiques de Sima Qian s'approchent dans une certaine mesure de ce qu'on peut appeler une « confession », il n'en reste pas moins qu'il faut attendre le courant du XVI^e siècle et surtout la première moitié du XVII^e pour rencontrer des textes de nature autobiographique dans lesquels on découvre une voix individualisée, une personne autonome dans ses actions et ses perceptions plutôt qu'un *personnage* jouant le rôle qui lui a été assigné par la société, une propension à s'examiner soi-même sans indulgence, en bref le souci d'affirmer sa subjectivité. Qui plus est, ceux qui s'expriment dans ces « ego-documents » (Lynn Struve) ne semblent plus toujours savoir comment se situer dans un univers où les modèles et les références habituels ne fonctionnent plus — celui de la crise sociale et morale de la fin des Ming, précisément, sans parler du chaos des toutes dernières années.

Cette tendance à l'introspection, à la critique et à la remise en question dans l'écriture à la première personne ne peut être dissociée de pratiques sociales fort répandues dans certains milieux confucéens à la même époque, consistant à s'examiner collectivement, à analyser ses actions et ses pensées bonnes ou mauvaises et à les soumettre à la critique et à l'appréciation de ses pairs. De même est-il difficile de la séparer des comptabilités personnelles des mérites et des démérites (*gongguo* 功過) tenues dans diverses sortes de journaux intimes et s'inspirant directement de la théorie religieuse de la rétribution, extrêmement en vogue dans tous les milieux depuis la fin du xvi^e siècle.

La grande majorité des textes auxquels nous nous intéressons ici — et c'est particulièrement vrai des journaux auxquels les lettrés confiaient parfois leurs pensées intimes et les réflexions que leur inspirait la vie publique — étaient des documents à usage strictement personnel, ou peut-être réservés à un petit cercle de proches, et ils sont par conséquent restés à l'état de manuscrit. La survie de ceux remontant à la fin des Ming était d'autant plus aléatoire qu'un grand nombre ont été dispersés ou détruits pendant les désordres du changement de dynastie. De même, une proportion importante des textes publiés qui ont survécu à la conquête ont été en butte à la censure impitoyable exercée par le régime mandchou envers tout ce qui pouvait évoquer le nationalisme des lettrés des Ming, notamment ceux du Jiangnan (le delta du Yangzi), leur propension à critiquer le gouvernement ou simplement leur style de vie, on ne peut plus éloigné de l'austérité et de la retenue prônées par les nouveaux maîtres de la Chine. Nous n'avons aujourd'hui accès qu'à une très petite fraction de tout ce qui a pu s'écrire à la fin des Ming : titres ayant échappé à l'autodafé et ayant refait surface à la fin du xix^e siècle, manuscrits conservés dans les familles et ayant échoué dans les bibliothèques publiques, ou publiés à l'époque moderne, etc.

Mais ce corpus, qui reste limité en dépit des progrès récents de l'industrie du reprint, sans parler d'Internet, n'en permet pas moins de percevoir une autre évolution dans la production autobiographique à la fin des Ming : ce que nous appelons de façon sans doute un peu cavalière sa « démocratisation ». En dépit de leur domination massive dans le corpus qui a survécu, les lettrés n'étaient pas les seuls à s'exprimer par écrit ni à être capables de réflexion. Le public des lecteurs et celui des scripteurs semblent s'être considérablement élargis à la faveur de la « révolution de l'imprimerie » de la fin des Ming. Celle-ci a lancé sur le marché une vaste quantité de publications pratiques ou de divertissement, produites à l'économie et visant toutes les classes de la société, en tout cas dans les villes, si bien qu'il n'est pas exagéré de parler d'une authentique popularisation de l'imprimé à cette époque. Cette tendance se retrouve dans le cas de l'écriture autobiographique.

Le texte que nous avons analysé en premier est un peu particulier. Son auteur, Liu Ruoyu 劉若愚, était un eunuque du palais issu d'une famille de militaires, mais ayant reçu une très bonne éducation, qui s'était retrouvé en prison après la chute de son collègue tout-puissant l'eunuque Wei Zhongxian 魏忠賢 : il était accusé d'avoir été l'un de ses complices. Pendant sa longue détention — il semble qu'il soit mort en

prison — Liu Ruoyu rédige un ouvrage dans lequel on trouve une autobiographie aux accents clairement apologétiques, ainsi qu'une histoire des derniers règnes des Ming considérée à travers le rôle qu'y ont tenu les eunuques et une description détaillée des institutions dans lesquelles ils servaient et de la vie qu'ils menaient dans le « Grand Intérieur ». Cette partie historique et descriptive se veut un témoignage sur tout ce que Liu a « vu et entendu » (*jianwen* 見聞) pendant sa longue carrière au palais — il se met d'ailleurs fréquemment lui-même en scène, si bien que cette partie également possède une forte tonalité autobiographique. Pareille combinaison d'autobiographie et de témoignage n'était pas rare chez les lettrés de la fin des Ming et de la transition dynastique victimes de leur engagement politique et soucieux de se justifier. Or, Liu Ruoyu appartient à un groupe considéré comme la lie de la société par les lettrés, un groupe qu'il cherche précisément à réhabiliter en mettant en relief sa loyauté envers l'empereur — en dehors de quelques brebis galeuses, dont lui-même ne saurait faire partie en dépit des accusations auxquelles il a été en butte — et son influence modératrice sur le fonctionnement du gouvernement. (C'est sans doute à quoi fait allusion le titre un peu cryptique de l'ouvrage : *Zhouzhong zhi* 酌中志, « Traité sur le compromis ».)

Le texte de Liu Ruoyu est un témoignage irremplaçable sur une institution qui restait très mal connue en dehors du palais, à tel point que des versions partielles de l'ouvrage ont commencé de circuler sous forme manuscrite, voire imprimée, alors que l'auteur continuait d'y travailler au fond de sa prison. Mais ce qui importe ici, c'est qu'il montre que des gens regardés de très haut par l'élite sociale et intellectuelle du pays n'hésitaient plus à s'emparer de genres aussi prestigieux que l'autobiographie rédigée en prison, dans la glorieuse lignée de Wen Tianxiang, pour raconter leur propre vie, apporter leur témoignage et défendre leur honneur. Liu Ruoyu insiste d'ailleurs pour souligner la distance : il se met dans sa préface dans la position du personnage modeste qui a des choses importantes à dire mais qui ne pourra les exprimer que de façon vulgaire (*li* 俚), même s'il est totalement sincère.

Va dans la même direction la tendance, toujours pendant les dernières décennies des Ming, à évoquer de plus en plus librement la vie de tous les jours dans les autobiographies. C'est vrai des descriptions de la vie des eunuques du palais dans le *Zhouzhong zhi*, et ce l'est bien plus encore du *Linian ji* 歷年記 (Chronique des années successives) de Yao Tinglin 姚廷遴, rédigé au début des Qing mais dont le début évoque les dernières années des Ming. Nous avons déjà fait allusion dans nos cours de 1999-2001 à cette autobiographie chronologique fort longue, entreprise par son auteur à l'âge de 41 ans, et restée à l'état de manuscrit jusqu'en 1962. (Il en subsiste aujourd'hui trois versions manuscrites présentant un certain nombre de variantes.) Yao Tinglin était né en 1628 dans une famille mandarinale de Shanghai dont la prospérité était relativement récente et ne devait d'ailleurs pas durer, puisque les Yao se sont retrouvés ruinés et dispersés au lendemain de la conquête mandchoue. Yao Tinglin lui-même n'a jamais passé le moindre examen, et s'il semble avoir reçu une assez bonne éducation dans sa jeunesse il ne se pose jamais en lettré : si l'on excepte son enfance et son adolescence — avant la chute

des Ming —, son style de vie, ses activités et ses préoccupations ont toujours été celles d'un homme du commun dont le souci quotidien était de trouver les moyens de vivre et de faire vivre les siens.

Le *Linian ji*, qui part de l'année de naissance de son auteur et s'arrête en 1697 (on ignore quand il est mort), est extraordinairement riche en choses « vues et entendues ». Yao Tinglin réussit en effet à entremêler l'évocation au jour le jour des faits et gestes de personnages pour la plupart très ordinaires (lui le premier) et le récit parfois très saisissant d'événements auxquels il a été mêlé, de près ou de loin, et qui relèvent, eux, de la grande histoire. L'événement le plus dramatique est sans conteste la conquête du Jiangnan par les armées mandchoues et leurs alliés chinois en 1645. Mais pendant sa longue vie Yao a été témoin ou même, à son modeste niveau, acteur de bien d'autres épisodes violents ou spectaculaires qui dépassaient largement sa propre personne. De même décrit-il de première main, et avec une infinité de détails captivants, tous les bouleversements par lesquels est passé l'environnement social, politique et économique dans lequel il vivait. C'est d'ailleurs, explique-t-il à plusieurs reprises, le désir d'évoquer le passage du monde disparu de sa jeunesse à celui dans lequel on vit à présent qui l'a poussé à entreprendre son autobiographie. Le thème omniprésent du changement, récapitulé dans une sorte d'essai sur l'ancien et le nouveau qui sert de conclusion au texte, confère à celui-ci une indéniable unité. Yao Tinglin, pourrait-on dire, a conscience d'avoir traversé un « moment historique » pendant lequel ce n'est pas seulement le nom de la dynastie régnante qui a changé, mais aussi la société et la culture, sans possibilité de retour en arrière.

Destiné de toute évidence à rester dans la famille, le *Linian ji* est on ne peut plus éloigné des conventions qui régissaient normalement le discours public des gens éduqués concernant leur propre personne et leurs relations avec les autres. La liberté de ton, le côté très direct du discours, plus encore le réalisme dans la description de la vie matérielle, des réalités économiques, des comportements et des mentalités font de l'autobiographie de Yao Tinglin un texte réellement unique en son genre, et qui par endroits n'est pas loin de se lire comme un roman.

Nous nous sommes donc attardé avec quelque détail sur l'auteur et sa famille, sur leur style de vie, sur leurs disputes, sur les événements parfois traumatisants qui ont ponctué leur vie, tout cela sous le signe du déclin irréversible d'une « famille en vue » (*wangzu* 望族) de Shanghai minée par ses propres conflits et victime des accidents de l'Histoire. (Parmi les quelques travaux parus sur au *Linian ji* nous avons cité en particulier l'article fondateur de Kishimoto Mio 岸本美緒 dans *Shigaku zasshi*, vol. 95, 1986, ainsi que notre propre étude dans *Disquisitions on the Past and Present / Jingu lunheng*, n° 4, 2000.) Le prestige et la prospérité des Yao au moment de la naissance de Yao Tinglin reposaient entièrement sur son grand-oncle Yao Yongji 姚永濟, le seul fonctionnaire de la famille, qui avait eu une longue et brillante carrière pendant laquelle il avait réussi à amasser une fortune apparemment colossale : jusqu'à sa mort en 1659 à l'âge de 97 ans — toujours d'une fraîcheur et d'une vitalité

stupéfiantes, affirme un autre témoignage — Yao Yongji est en quelque sorte le pilier de la famille, toujours prêt à venir en aide à une parentèle aussi nombreuse qu'exigeante et à arbitrer ses innombrables disputes. Mais si au moment de sa disparition Yao Yongji était encore un notable hautement estimé à Shanghai et au delà, et disposant d'une certaine influence auprès des autorités locales, il avait perdu la plus grande partie de sa fortune en 1645 lorsque sa résidence, dans laquelle il cachait un énorme trésor de guerre, avait été pillée par une troupe de soldats supposés défendre la région contre les Qing. À partir de là Yao Tinglin, qui comme le reste de la famille avait toujours vécu au frais de son grand-oncle, va devoir gagner lui-même sa vie, si bien que le *Linian ji* est aussi l'histoire détaillée de tous les petits métiers auxquels il s'est essayé : marchand itinérant, agriculteur, employé de sous-préfecture, agriculteur de nouveau, et en même temps instituteur rural, et enfin, pour arrondir ses revenus et rendre service à ses amis lorsqu'ils sont impliqués dans des procès, expert juridique.

Même s'il venait d'une bonne famille et qu'il disposait pour cette raison d'un certain capital culturel, d'utiles relations et d'une largeur de perspectives à laquelle les gens du peuple ne pouvaient prétendre, l'autobiographie de Yao Tinglin n'a rien à voir avec celle d'un lettré angoissé par les problèmes de légitimité dynastique et d'engagement politique, ou par la crise générale des valeurs, comme il y en a tant eu à cette époque. Ce qui la singularise, ce sont les préoccupations en quelque sorte plébéiennes qui s'y expriment : le souci du pain quotidien, les problèmes de famille, la crainte du fisc, les réseaux de relations qui permettent de se protéger et de s'entraider face à l'État et aux puissants. Tout cela en fait une source précieuse pour l'histoire sociale, mais par delà on ne peut qu'être frappé par le souci d'authenticité, par l'absence totale de décorum et de pose dans la description très franche des comportements et des caractères ou dans l'expression des sentiments et des émotions. La médiocrité sociale dans laquelle est tombé Yao Tinglin après la ruine de sa famille est un gage de sa franchise : ne pouvant se prévaloir d'aucun statut, d'aucune fonction ni d'aucun talent qui le rapprocherait de l'élite, il n'a pas de raison de se mettre en scène paré des qualités et des vertus montées en épingle dans toute autobiographie qui se respecte. D'ailleurs il se lamente périodiquement sur son propre échec et sur le fait qu'il n'a rien fait de sa vie, et il est clair qu'il ne s'agit pas chez lui de cette fausse modestie consubstantielle à l'écriture des lettrés.

La franchise de Yao Tinglin nous vaut un assez extraordinaire tableau de sa famille, notamment des conflits qui ont contribué à son déclin. Alors que ce qu'on aperçoit des relations familiales dans les autobiographies traditionnelles ne fait jamais que reproduire le modèle confucéen, où l'harmonie règne et où la piété filiale des jeunes répond à la bienveillance et à la sagesse des aînés, le *Linian ji* nous donne à voir une famille vivante, avec ses complicités et ses réels sentiments d'affection, mais aussi avec ses rivalités, voire ses haines tenaces ; en outre une famille que les difficultés matérielles et la perte de statut social consécutives au changement de dynastie ont progressivement défaits. On remarque également que les adoptions mentionnées dans le texte ne sont pas toujours très orthodoxes en

termes de succession rituelle des générations, que les familles alliées par mariage sont très présentes dans la vie affective et pratique de Yao Tinglin et de ses proches, et qu'en un sens elles forment avec les Yao une communauté au sein de laquelle les relations fonctionnent dans les deux sens (l'époux est susceptible d'aller habiter dans sa belle-famille, etc.) : autant de réalités sociales dont les biographies ou autobiographies ordinaires ne nous donnent guère d'idée et qui tendent à ignorer les prescriptions officielles en matière de rituel et d'organisation familiale.

À la fin des Ming la famille étendue des Yao comportait trois branches, ou « maisons » (*fang* 房), issues de la lignée à laquelle appartenaient le grand-père de Yao Tinglin et ses deux frères. (Le clan des Yao comportait d'autres lignées, dont certains membres apparaissent ici et là dans le texte.) La branche cadette, celle de son grand-oncle Yao Yongji, déjà évoqué, était la branche « forte », qui faisait profiter les autres de son capital bureaucratique et de sa fortune ; Yao Yongji avait deux fils ayant acquis au début des Qing le grade d'« étudiant présenté » (*gongsheng* 貢生), ce qui en faisait au moins des fonctionnaires potentiels. En revanche la branche aînée, fondée par le grand-père de Yao Tinglin, disposait d'un patrimoine beaucoup plus modeste, son fondateur n'avait eu qu'un seul fils (le père de Yao Yongji), de santé fragile, et surtout elle ne comptait aucun lettré patenté, c'est-à-dire ayant passé au minimum le premier degré des examens mandarinaux. (La branche du plus jeune des trois frères est à peine évoquée dans le texte.) Mais, comme l'explique Yao Tinglin, la principale raison des difficultés de la branche aînée, c'est sa grand-mère, qu'il accuse d'avoir hâté la mort de son père et causé la ruine des siens et dont il dénonce la méchanceté, la rapacité et la sournoiserie avec une violence qui ne laisse pas d'impressionner, même dans un texte aussi peu lié par les conventions.

Cette grand-mère, M^{me} Zhao, qui semble en effet avoir détesté sa belle-famille, et même son propre fils, est au centre de plusieurs épisodes hauts en couleur où on la voit tenter de détourner à son profit des biens sur lesquels elle n'a pas de droits. Comme la famille souhaite malgré tout préserver une « atmosphère d'harmonie » (*heqi* 和氣), l'on finit toujours par trouver des compromis plutôt que de demander l'arbitrage des autorités, alors que ces querelles d'héritage et de partage des biens sont typiques des affaires portées devant les magistrats par des familles qui s'entredéchirent. Mais la vie domestique reste agitée et Yao Tinglin, qui n'a que 13 ans au moment de la mort de son père en 1640, en subit manifestement le contrecoup. Il n'y a pas lieu ici de s'attarder (comme nous n'avons pu nous empêcher de le faire) sur le portrait extrêmement vivant et réaliste que Yao Tinglin nous donne de lui-même pendant ces années difficiles qui précèdent immédiatement la conquête du Jiangnan par les Mandchous : celui d'un adolescent désorienté et dissipé, pris entre une mère indifférente et une grand-mère odieuse et que son grand-oncle tente sans grand succès de reprendre en main. De même serait-il trop long d'évoquer les efforts des Yao pour retarder leur déclin après le pillage des biens de Yao Yongji en 1645, la liquidation progressive des terres et des immeubles qui avaient échappé au désastre, les stratagèmes pour trouver des fonds lorsqu'il faut continuer de paraître socialement à l'occasion des mariages ou des

funérailles, ou encore pour célébrer le 90^e anniversaire de Yao Yongji en 1652 en présence de toutes les notabilités de la région : cet événement — la dernière manifestation de splendeur familiale dans le souvenir de son petit-neveu — conclut symboliquement le premier des trois chapitres du *Linian ji*.

L'on ne peut préjuger de futures découvertes, mais dans la littérature qui nous a été conservée le *Linian ji* reste, encore une fois, un document unique, autant par la qualité et la minutie de son témoignage que par la réelle présence et, pourrait-on dire, par le naturel de tous les personnages qui y figurent, à commencer par l'auteur lui-même. Mais c'est loin d'être le seul témoignage individuel sur la transition Ming-Qing, pas plus que les Yao ne sont la seule famille de l'élite du Jiangnan à s'être retrouvée ruinée et déclassée après la conquête mandchoue. Nous avons introduit à ce point de notre exposé un texte qu'on peut considérer comme tout à fait parallèle à l'autobiographie de Yao Tinglin, d'ailleurs un autre exemple de ces manuscrits retrouvés au xx^e siècle dans les fonds de bibliothèque (celui-là a été publié pour la première fois en 1982), le *Yiyou biji* 乙酉筆記 (« Notes variées sur l'année 1645 »). L'auteur du *Yiyou biji*, Zeng Yuwang 曾羽王 (né en 1608), était un « étudiant impérial » (*shengyuan* 生員) rattaché à l'école confucéenne de Huating 華亭, la sous-préfecture voisine de Shanghai où la préfecture de Songjiang 松江 avait son siège. L'ouvrage n'est pas à proprement parler une autobiographie : c'est une suite de notes (un *biji*) traitant des sujets les plus divers dans un certain désordre. (Il est possible qu'il s'agisse d'extraits d'un ouvrage plus long, portant le même titre, qui n'a pas été conservé.) Mais on y trouve une longue note autobiographique, et d'autres fragments sur la vie de l'auteur figurent dans le reste du texte. Surtout, le *Yiyou biji* est extrêmement riche en « choses vues et entendues » : on retrouve la même combinaison d'autobiographie et de témoignage que dans les textes déjà cités. La différence avec le *Linian ji*, peut-être, est que le réalisme social, et même psychologique, tellement frappant dans l'autobiographie de Yao Tinglin est largement absent du texte de Zeng Yuwang : il décrit, certes, beaucoup d'événements dramatiques dont il a lui-même été témoin, son texte contient beaucoup de notations précises sur leurs conséquences économiques (et il en a une appréhension plus synthétique que Yao Tinglin), mais la plupart des personnages qu'il met en scène restent malgré tout des abstractions et le ton du récit, comme la langue dans laquelle il s'exprime, restent le ton et la langue du lettré.

La résidence familiale des Wang se trouvait dans une bourgade murée appelée Qingcun zhen 青村鎮, au sud de Shanghai, l'une des nombreuses garnisons disposées par le fondateur des Ming le long de la façade maritime de l'empire. Mais Qingcun, dont Zeng Yuwang nous livre une description assez vivante, n'était pas seulement une ville de garnison, c'était aussi un centre urbain important et prospère où les militaires de la place cohabitaient avec une population de lettrés qui semble avoir été importante. Comme beaucoup de ses collègues étudiants, Zeng Yuwang n'avait apparemment pas l'ambition (ni peut-être les moyens) de se consacrer à la préparation des examens supérieurs donnant accès à la fonction publique, et il gagnait sa vie comme précepteur privé dans des familles de notables. Or, ce métier l'avait conduit en 1644 à Zhoupu zhen 周浦鎮, une bourgade située à l'est de

Shanghai où résidait également la famille maternelle de Yao Tinglin et où ce dernier a lui-même passé une bonne partie de sa vie : comme Zeng, il s'y trouvait au moment de l'invasion mandchoue.

Contrairement à ce que suggère son titre, le *Yiyou biji* ne se limite pas à l'année 1645. La plupart des notes qui le composent portent sur les événements qui ont précédé le changement de dynastie, sur la conquête proprement dite, enfin sur les premières années des Qing (l'année la plus tardive mentionnée dans le texte est 1668). Le texte est nettement plus court que le *Linian ji* et, comme on l'a vu, il est d'une forme différente ; mais la confrontation des témoignages des deux auteurs sur les mêmes événements et dans un même cadre régional ne laisse pas d'être intéressante. Leurs points de vue sont en effet assez différents. Zeng Yuwang est un représentant typique du milieu des lettrés locaux, ces *zijin* 子衿 ou *tongpao* 同袍 (« vêtus de la robe du lettré ») particulièrement nombreux dans les préfectures du Jiangnan, qui avaient passé l'examen préfectoral et constituaient le socle de l'élite académique. Même s'il lui arrive d'évoquer de façon très concrète l'impact des événements sur la condition des petites gens et sur l'activité économique, ce sont les intérêts et la dignité de ce groupe qui le préoccupent avant tout. Or, comme il le montre à maintes reprises, ces intérêts et cette dignité ont été mis à rude épreuve pendant la conquête et les premières années des Qing. Ce qui caractérise en effet cette période, et que Yao Tinglin illustre lui aussi d'abondance, c'est que les militaires tiennent partout le haut du pavé.

Qu'il s'agisse en effet des ultimes efforts pour sauver les Ming repliés à Nankin ou, après 1645, de la mainmise des Qing sur une région qu'ils ne considéreront comme définitivement « sécurisée » qu'aux alentours de 1680, les militaires ont tous les droits au nom de la défense nationale. Ces droits, ils en usent et en abusent. L'arrogance des généraux et des chefs de garnison est sans limite, ils ne manquent aucune occasion de manifester leur mépris pour les fonctionnaires civils et plus encore pour les lettrés locaux, et de tout cela (comme des exactions de la troupe) Zeng Yuwang donne avec indignation une quantité d'exemples. Yao Tinglin, qui n'est ni lettré ni fonctionnaire, semble moins concerné par cet aspect des choses, mais comme Zeng il évoque par le menu les déprédations de la soldatesque, les destructions, les réquisitions impitoyables... Sur ce dernier point d'ailleurs il parle en expert car, pendant les douze années où il a été employé comme commis de sous-préfecture à Shanghai, à partir de 1657, il s'est trouvé en première ligne pour répondre aux exigences sans fin des militaires, toujours formulées avec la plus grande urgence chaque fois qu'il y avait une alerte sérieuse, et il y en a eu plus d'une pendant ces années ; et même lorsque la région n'était pas directement menacée les réquisitions pour l'armée faisaient partie du quotidien, car la dynastie restait sur le pied de guerre. Le retrait des militaires et la reprise en main de l'autorité par la hiérarchie civile ne viendront qu'après 1680 (la conquête de Taïwan en 1683 marque le point final de l'état de guerre), et sur cela aussi Yao Tinglin nous livre un témoignage extrêmement concret. En revanche nous ignorons si Zeng Yuwang était encore en vie à ce moment puisque, comme on l'a vu, son texte s'arrête avant 1670.

Ce que Zeng Yuwang met bien en évidence à travers les anecdotes et les descriptions du *Yiyou biji*, c'est la volatilité de la situation sociale pendant ces années de transition. Ainsi s'intéresse-t-il beaucoup au sort des « grandes familles » de sa ville de Qingcun et, au-delà, de la préfecture de Songjiang, qui était un peu son horizon. Le texte offre une sorte d'inventaire des familles de riches notables de la région ayant souffert de la conquête à un titre ou à un autre — et cela concerne aussi l'élite marchande, très présente dans le *Yiyou biji* : résidences dévastées, biens confisqués, disparition d'une partie plus ou moins importante de leurs membres, sans parler des révoltes de dépendants dont il sera question plus loin. Yao Tinglin, on l'a dit, parle moins de ces problèmes — en dehors du cas de sa propre famille, s'entend —, mais lorsqu'il évoque la répression féroce qui s'est abattue sur toute la région en 1648 après une rébellion militaire avortée dans la ville préfectorale de Songjiang, lui aussi mentionne plusieurs familles de « lettrés et de fonctionnaires fameux » (*mingshi minghuan* 名士名宦) qui ont été massacrées et rançonnées, les femmes humiliées et envoyées en esclavage, etc. Au total, il est clair que les bouleversements du milieu du XVII^e siècle ont provoqué un renouvellement significatif de l'élite dans les villes et dans les campagnes du Jiangnan.

Plus fondamentalement, c'est la nature des relations entre les élites locales et le pouvoir politique qui a changé. Déjà dans les dernières années des Ming les institutions académiques et administratives qui organisaient la vie publique avaient donné de sérieux signes de faiblesse. Or, ce système dont l'élite lettrée était la principale bénéficiaire a sombré corps et biens pendant la tourmente de la conquête, et pendant une vingtaine d'années au moins la réalité du pouvoir a appartenu à des gouverneurs et à des chefs militaires dont les plus puissants étaient des Mandchous (ou des Chinois appartenant à l'organisation mandchoue des huit bannières) et dont les autres étaient souvent d'anciens officiers Ming, et ces derniers n'étaient la plupart du temps que des soudards. Autrement dit, la cohabitation confortable qui était de règle entre le pouvoir politique et les lettrés locaux — qui n'appartenaient pas tous, loin de là, à des grandes familles — a fait place à la méfiance et à l'intimidation.

L'aspect fiscal de cette dégradation dans les relations entre l'élite lettrée et les nouveaux maîtres de la Chine est bien connu. Pour les anciens fonctionnaires et les détenteurs de titres académiques, ne pas payer ses impôts était devenu une sorte de droit à l'époque des Ming : ils y étaient encouragés par les exemptions de toutes sortes dont ils bénéficiaient, qu'elles fussent légales ou simplement sanctionnées par la coutume, et plus encore par le désordre qui régnait dans l'administration fiscale. Or, les Qing étaient d'autant moins enclins à laisser cette situation se perpétuer qu'à l'époque dont nous parlons ils devaient faire face à d'énormes dépenses militaires et étaient désespérément à la recherche de fonds. En 1661, les aristocrates mandchous désignés pour exercer la régence pendant la minorité de l'empereur Kangxi décident d'exiger le paiement immédiat des arriérés accumulés par les notables du Jiangnan, la région la plus riche et en principe la plus imposée de l'empire : suivant les termes de Ye Mengzhu 葉夢珠 (l'auteur d'un témoignage dont il sera question plus loin), « la

seule préfecture de Suzhou paie plus que toute la province du Zhejiang ; la préfecture de Songjiang, bien que moins étendue d'un tiers que Suzhou, a un quota fiscal plus élevé de moitié ; en d'autres termes, aucune préfecture au Jiangnan n'est plus imposée que Suzhou ou Songjiang, mais Songjiang paie encore plus ! » Qui plus est, c'est au Jiangnan que la résistance à l'invasion mandchoue a été la plus vive, si bien que les régents ont toutes les raisons de vouloir intimider une élite socio-culturelle qu'ils savent profondément hostile au nouveau régime et qu'ils veulent en outre empêcher de retrouver la position dominante qu'elle avait acquise dans la bureaucratie et le gouvernement des Ming grâce à sa puissance économique et à son taux inégalé de réussite aux examens mandarinaux.

Telle est donc l'« affaire des apurements fiscaux » (*zouxiao an* 奏銷案), qui fit grand bruit pendant son déroulement en 1661 et 1662 et qui a été vécue comme un véritable cataclysme par l'élite du Jiangnan. Elle est à vrai dire assez complexe dans son déroulement, et les historiens qui l'ont étudiée ne sont pas sans contradictions entre eux. Yao Tinglin et surtout Zeng Yuwang en parlent non pas en historiens mais, si l'on peut dire, depuis le terrain, et leur récit présente quelques difficultés d'interprétation qui tiennent en partie à l'usage d'expressions techniques sans doute courantes à l'époque, mais que nous avons du mal à comprendre aujourd'hui. Les choses s'éclairent quelque peu grâce à un troisième témoignage sur Shanghai et Songjiang, le *Yueshi bian* 閱世編 de Ye Mengzhu, dont le manuscrit a été publié pour la première fois en 1935. « Parcourir les générations » (*yueshi*) : le titre de Ye Mengzhu n'est pas sans évoquer celui du *Linian ji*, l'autobiographie de son quasi contemporain Yao Tinglin (Ye est né en 1623 et le texte a été composé vers 1690), et comme ce dernier Ye ne cesse de comparer la situation sous les Ming et la situation « aujourd'hui » ; mais l'ouvrage est d'une nature tout à fait différente. Il s'agit en effet d'une sorte de monographie en 10 chapitres et 28 sections consacrée à divers aspects de l'histoire, de la société, des institutions et du cadre naturel de la préfecture de Songjiang à l'époque de l'auteur, avec une forte composante de témoignage personnel, une grande abondance de détails concrets, une attention aux aspects économiques et matériels de la vie quotidienne qui n'est pas sans évoquer Yao Tinglin, et un point de vue relativement libre des préjugés de la classe lettrée.

Comparé à celui des Qing le système fiscal des Ming tel que le décrit Ye Mengzhu était, avant tout, très laxiste, en tout cas dans la région dont il parle : l'habitude bien établie chez les notables influents d'accumuler les arriérés d'impôts était plus ou moins tolérée par les magistrats dans la mesure où eux-mêmes n'étaient pas soumis aux mêmes pressions de la hiérarchie que leurs collègues des Qing, et les exemptions d'arriérés décrétées en haut lieu étaient fréquentes. Par contraste, les administrateurs locaux des Qing étaient menacés de lourdes sanctions s'ils ne transmettaient pas leurs quotas dans les délais, et nous savons par ailleurs que des registres détaillés indiquant les obligations fiscales de chaque circonscription, permettant donc d'évaluer en temps réel la performance des administrateurs, avaient été compilés dès 1657. Faire rentrer l'impôt était par conséquent devenu une obsession pour les fonctionnaires locaux, si bien qu'ils ne cessaient de pressurer

les contribuables, et le plus souvent avec la dernière brutalité comme l'atteste année après année Yao Tinglin qui, lui, se trouvait à cette époque dans la position du petit propriétaire sans protection haut placée.

Si l'on en croit Zeng Yuwang, c'est dès 1659 (1658 d'après d'autres sources) que les titulaires de titres académiques dont les arriérés atteignaient un certain niveau auraient été menacés non seulement d'avoir à s'acquitter de leurs obligations, mais encore d'être rayés des cadres et de subir la bastonnade s'ils ne le faisaient pas immédiatement. Si au début il a semblé ne s'agir, précisément, que d'une menace, en 1660 le magistrat de Jiading 嘉定, une importante sous-préfecture dépendant de Suzhou, décide de faire un exemple : quelques 170 lettrés gros délinquants sont arrêtés, et après un délai imposé par la mort subite de l'empereur Shunzhi en février 1661 les autorités réussissent à en extraire des sommes considérables, ainsi que d'environ un millier d'étudiants qui avaient eux aussi négligé de payer leurs impôts. La répression fiscale à Jiading, qui fit grand bruit dans la région, marque en fait le coup d'envoi du *zouxiao'an* au Jiangnan.

Les quatre régents nommés à la mort de l'empereur n'attendent guère en effet pour exiger le paiement des sommes qui étaient dues l'année précédente, partout dans l'empire, et là, nous dit Zeng Yuwang, tout le monde s'affole. Les fonctionnaires locaux sont menacés de très lourdes sanctions pour tout retard et le gouverneur du Jiangsu confirme qu'il n'accordera désormais plus aucun délai. Dès le mois de mai il communique à Pékin une liste de 13 500 titulaires de titres académiques coupables de « résistance à l'impôt » (*kangliang* 抗糧) dans quatre grandes préfectures de la région, et demande qu'ils soient cassés de leur statut (ou de leur charge, dans le cas des fonctionnaires) et envoyés à la capitale pour y être traduits en justice. Des délais supplémentaires seront en fin de compte accordés par le trône, et seuls quelques centaines de délinquants fiscaux auront à passer par l'expérience désagréable d'être convoyés jusqu'à Pékin et livrés aux enquêteurs et aux sbires du ministère des châtiments. Mais des milliers d'autres n'en auront pas moins été arrêtés, emprisonnés, humiliés, parfois battus, et surtout rayés des registres des titulaires de rangs académiques, autrement dit privés de leur raison sociale, de leurs privilèges et de leur avenir professionnel. Zeng Yuwang, qui raconte les circonstances rocambolesques dans lesquelles il a lui au moins réussi à s'en sortir avec un minimum de dommages, insiste aussi sur l'effet dévastateur de ces mesures sur les écoles confucéennes de Songjiang, s'ajoutant aux réductions de quotas d'étudiants qui avaient été décidées dès le début des Qing au grand dam des lettrés locaux. À l'évidence, et tous nos auteurs le soulignent, cette affaire s'est soldée là encore par la ruine d'un nombre considérable de « grandes familles » et a contribué au renouvellement des élites du Jiangnan dont il a déjà été question.

Jerry Dennerline, l'un des historiens qui ont le mieux analysé la fiscalité du Jiangnan à la fin des Ming et au début des Qing (dans sa contribution à Wakeman et Grant, *Conflict and Control in Late Imperial China*, 1975, et dans *The Chia-ting Loyalists*, 1981), affirme que la pression se serait relâchée dès 1662 sous l'égide

d'un nouveau gouverneur plus accommodant, et surtout que les lettrés coupables d'évasion fiscale auraient été « pardonnés » (entendons, réhabilités) dès l'été de cette même année. Or, cette affirmation s'appuie sur une lecture fautive de la seule source qu'il cite, une chronique contemporaine consacrée à la sous-préfecture de Taicang 太倉 ; d'ailleurs aucun des auteurs mentionnés plus haut n'évoque le moindre relâchement dans la pression fiscale, au contraire, et Ye Mengzhu explique qu'il a fallu attendre une quinzaine d'années pour que les lettrés et les fonctionnaires qui avaient été privés de leur rang ou de leur titre aient la possibilité de les racheter, et pour des montants qui n'étaient pas négligeables, à l'occasion d'une campagne de levée de fonds pour financer la guerre contre les « Trois feudataires » qui venaient de se rebeller contre le trône dans le Sud-Ouest.

Quoi qu'il en soit, le thème des injustices commises envers la classe lettrée au cours de cette affaire, à tout le moins du caractère presque toujours exagéré et inutilement cruel des mesures prises à leur rencontre, sans rien de cette souplesse et de ces arrangements qui leur avaient rendu la vie tellement plus confortable à l'époque des Ming, domine tous les textes émanant de lettrés locaux, ceux que nous avons cités et d'autres encore. Ye Mengzhu nous parle ainsi de tous ces notables qui ont dû vendre leurs biens ou s'endetter à des taux outrageux pour payer leurs impôts, de la brutalité des agents subalternes de l'administration, des lettrés traités comme des criminels aux arrêts, des commissions à payer aux émissaires de l'administration, des soldats venant saisir les biens, les maisons, le mobilier, les serviteurs, etc., du fouet et des menottes, et ainsi de suite. Zeng Yuwang évoque les mêmes choses, et certaines de ses anecdotes ne laissent pas d'être surprenantes, sans qu'on puisse pour autant croire qu'elles sont entièrement inventées. Mais il parle aussi de ses expériences personnelles avec quelque détail et nous fait apercevoir de façon très immédiate la panique qui s'était emparée des victimes de la campagne de répression fiscale du début des années 1660 et, pire que tout, le sentiment d'humiliation qu'ils ressentaient aux mains du nouveau pouvoir.

Ce que confirment également tous nos auteurs, c'est à quel point les registres fiscaux concernant les propriétaires appartenant à l'élite lettrée semblent avoir été dans le désordre le plus complet. La principale raison en était l'exonération *de facto* dont disposaient traditionnellement, sinon très légalement, tous les détenteurs d'un titre académique, *a fortiori* les fonctionnaires ou les anciens fonctionnaires. La conséquence de cette situation, bien connue même si les détails ne sont pas toujours parfaitement clairs, c'est que les propriétaires ordinaires cherchaient à faire enregistrer leurs terres sous le nom d'un membre de l'élite — à les leur « confier » (*ji* 寄), de telle sorte qu'elles passent dans les « registres des lettrés » (*ruce* 儒冊). Du coup, beaucoup de membres de l'élite se retrouvaient dans les registres de l'administration à la tête de vastes propriétés dispersées dans plusieurs circonscriptions administratives, qui n'étaient en fait que des propriétés fictives mais représentaient autant de pertes pour le fisc. Les notables qui acceptaient d'abriter de la sorte des contribuables n'ayant pas les mêmes protections qu'eux en tiraient un supplément d'influence, sans parler des commissions qu'ils exigeaient. Zeng Yuwang affirme

que c'était le gagne-pain de certains lettrés pauvres, et l'auteur de la chronique consacrée à Taicang à laquelle nous avons fait allusion, le *Yantang jianwen zaji* 研堂見聞雜記 (« Notes diverses sur les choses vues et entendues par [Wang] Yantang », publié pour la première fois en 1911), affirme que c'était même devenu une sorte d'industrie locale à Jiading, l'endroit d'où est partie l'affaire du *zouxiao'an*. Le problème était que certains propriétaires profitaient du désordre des registres fiscaux pour faire enregistrer leurs terres sous les noms de notables d'autres sous-préfectures, sans que ces derniers fussent seulement au courant. À en croire d'ailleurs le *Yantang jianwen zaji*, si les malheureux lettrés du Jiangnan ont tellement eu à souffrir de la répression fiscale des années 1660, c'est parce que la plupart d'entre eux étaient dans la confusion la plus totale quant à leurs obligations fiscales et à la nature réelle de leur patrimoine tel qu'il apparaissait dans les registres officiels, et qu'ils se laissaient abuser par toutes sortes d'aigrefins en cheville avec des commis d'administration corrompus. En bref, c'étaient eux les victimes.

Au total, et à condition de les lire avec la prudence qui s'impose, des textes comme ceux dont nous avons fait état — qu'ils se présentent comme des témoignages ou qu'ils affectent le ton de l'histoire, mais sans que la première personne soit jamais très éloignée — ont l'avantage de faire passer une *sensibilité* complètement absente des sources conventionnelles auxquelles nous sommes habitués. Cette sensibilité, c'est bien sûr celle des lettrés, avec leur conscience aiguë de leur propre dignité et leur sentiment de vivre une époque où ils ne sont plus respectés et choyés comme au bon vieux temps des Ming. Seul Yao Tinglin, comme nous l'avons déjà noté, tranche nettement dans cet ensemble. En dépit de ses origines il n'appartient pas au même monde. S'il évoque bien sûr les événements dont il vient d'être question, pour lui la pression fiscale n'a pas duré le temps d'une crise, c'était une expérience quotidienne année après année. Lorsqu'il parle, comme les autres, de tous ces gens qui risquaient de perdre leurs biens en s'endettant à des taux usuraires pour s'acquitter de leurs impôts, il s'agit de gens du peuple (*baixing* 百姓), et non de notables titrés dont les privilèges ont soudain été remis en question.

En 1661, deux ans après la mort de son grand-oncle, Yao Tinglin ne pouvait plus prétendre faire partie de ce milieu, même de loin. D'ailleurs la branche de la famille Yao à laquelle il appartenait n'avait jamais compté de lettré patenté dans ses rangs. Ce que suggèrent plutôt les informations éparpillées dans le *Linian ji* concernant sa famille immédiate (y compris celle de sa mère), c'est un style de vie et une économie domestique à propos desquels on est tenté de parler de « classe moyenne éduquée », même si ce style et cette économie ont dû être considérablement réduits après la conquête mandchoue et la ruine du grand-oncle. La notion de « classe moyenne » n'est assurément qu'une approximation, mais il nous semble clair, surtout dans la région dont nous parlons, qu'il existe une sorte d'entre-deux entre les lettrés, avec leur sens de la caste et tous leurs privilèges, et le petit peuple des paysans, des artisans, des colporteurs, etc. S'il s'agit là d'une définition par défaut plus qu'autre chose, le texte n'en livre pas moins un certain nombre d'éléments qui nous semblent aller dans ce sens.

L'*éducation* est un de ces éléments : non pas le fait de savoir lire et écrire, assez répandu dans l'ensemble de la population à cette époque, surtout au Jiangnan, mais plutôt de s'être frotté dans sa jeunesse aux grands textes de la tradition chinoise, même sans acquérir une authentique culture de lettré. Yao Tinglin a reçu une bonne partie de son éducation dans des « classes » confiées à un précepteur (un lettré) engagé par plusieurs familles qui se cotisaient pour son salaire, et qui n'appartenaient pas toutes à la classe lettrée. Bien que ses études aient tourné court après la conquête mandchoue (il avait alors 17 ans) et qu'il n'ait plus jamais été question pour lui de poursuivre dans cette voie, il avait eu le temps d'acquérir un capital culturel qui le distinguait nettement des gens très ordinaires au milieu desquels il a passé le reste de sa vie. D'ailleurs, nous l'avons vu, il était maître d'école dans son village.

Autre élément, l'accès à l'administration et aux personnages influents, qui est un indicateur important de capital social. De ce point de vue Yao Tinglin est passé de la classe supérieure à la classe moyenne à mesure que ses protecteurs appartenant à la branche « forte » de la famille (ses oncles et surtout son grand-oncle) voyaient leur surface sociale se réduire à raison de leur appauvrissement, et finissaient pas disparaître. L'emploi de commis de sous-préfecture qu'il a occupé pendant une douzaine d'années le situe typiquement dans la strate moyenne, à mi-chemin des fonctionnaires et de leurs interlocuteurs ordinaires de la haute société, d'une part, et d'autre part du *vulgum pecus* qui n'a aucun accès direct aux gens de pouvoir. On peut bien parler de « capital » car, grâce à ces fonctions, Yao a conservé pendant le restant de sa vie des relations, un accès aux bureaux de la sous-préfecture de Shanghai et une influence locale comme expert juridique qui, là encore, le plaçaient nettement au-dessus des petites gens.

La question du patrimoine économique est plus compliquée à traiter, et d'abord parce qu'il n'est jamais facile de distinguer entre la nébuleuse familiale et les individus considérés comme agents économiques autonomes. L'historien japonais Watari Masamitsu 渡昌弘 a tenté, dans un article de 1995, de faire le compte du patrimoine des Yao, tant en biens qu'en personnes (les « dépendants » dont il sera question plus loin), à partir des données dispersées dans le *Linian ji*. L'exercice, auquel nous nous sommes également livré, est rendu difficile par le caractère élastique de la notion de propriété en Chine et par les informations très fragmentaires que livre le texte. En dépit du trésor de guerre colossal amassé par l'oncle Yongji pendant sa carrière publique, et contrairement à tant d'autres membres de l'élite dans la région, les Yao ne semblent pas avoir été jamais de grands propriétaires fonciers, même si des propriétés dispersées sur le territoire de Shanghai et des paiements de rente sont signalés ici et là. Le patrimoine foncier contrôlé par la branche de Yao Tinglin (c'est-à-dire par son père jusqu'à sa mort) est très limité : les surfaces restent modestes (de l'ordre de la vingtaine de *mu*, ou 1,5 ha) et la collecte des rentes est l'occasion de paisibles excursions en famille. Le patrimoine immobilier acquis par Yao Yongji dans la ville de Shanghai semble en revanche assez conséquent, et il profite à toute la famille ; mais comme nous l'avons vu il

sera progressivement liquidé après 1645. Il faudrait également mentionner les biens mobiliers décrits çà et là de façon très précise — les meubles, les ustensiles, les objets de valeur, etc. —, qui suggèrent le train de vie et le style d'une bourgeoisie plutôt bien équipée, surtout avant la conquête, mais certainement pas le luxe inouï de la haute élite du Jiangnan, ni non plus la modeste villageoise dans laquelle a vécu Yao Tinglin pendant sa vie adulte. Plus important, ce train de vie confortable est considéré comme normal lorsqu'on a des difficultés et qu'on n'arrive plus à le maintenir : ainsi la mère de Yao Tinglin au moment de son veuvage et alors que son implacable belle-mère fait tout pour la dépouiller. Quoi qu'il en soit, il est en règle générale presque impossible de reconstituer l'histoire d'un patrimoine avec une quelconque précision, surtout lorsque celui-ci, comme toujours en Chine, ne cesse d'être fragmenté et redistribué.

Sur un plan plus qualitatif, le texte fait clairement ressortir la forte orientation commerciale du comportement économique des Yao. Celle-ci n'est guère surprenante si l'on se souvient que Songjiang à la fin des Ming était le centre de gravité de la culture et de l'industrie du coton au Jiangnan et que le dynamisme de son économie reposait sur un échange général des produits et des services. Les populations locales, toutes classes confondues, étaient profondément imbues de cette culture commerciale, mais il s'agissait de choses dont on évitait de parler publiquement dans l'élite lettrée, même si l'association des riches familles mandarinales avec le monde du négoce était une banalité. Il y avait là un élément de « distinction » dont la conséquence était que dans l'autobiographie d'un personnage possédant rang et carrière ces aspects n'étaient jamais évoqués, alors qu'ils le sont constamment dans l'autobiographie de Yao Tinglin, même pendant les deux premières décennies couvertes par le texte, lorsque sa famille se considérait encore comme une « famille en vue » de Shanghai. On ne peut qu'être frappé à quel point ses proches et lui-même baignent dans cet éthos commercial, à quel point aussi les milieux sociaux s'interpénètrent. Pour cette raison également il n'est pas absurde de situer les Yao dans la classe moyenne, y compris lorsqu'ils avaient encore le statut de membres de l'élite.

Pour donner un exemple, il est clair que dans les nombreux mariages ou projets de mariage évoqués dans le *Linian ji* ce sont les considérations économiques qui comptent d'abord, et qu'il n'y a pas la moindre suggestion de mésalliance lorsque la fiancée vient d'une famille non lettrée, ce qui semble être presque toujours le cas. On est donc très loin des stratégies matrimoniales des familles de la haute élite lettrée, dont les alliances étaient déterminées par toutes sortes de considérations de carrière et de compagnonnage académique et qui se mariaient de toute façon entre elles. La belle-famille du père de Yao Tinglin — les Jin de Zhoupu — n'a aucun statut académique et tire apparemment sa prospérité d'une combinaison d'agriculture et de négoce. Yao Tinglin lui-même a été fiancé trois fois pendant son enfance, toujours dans des familles roturières dont la prospérité reposait sur le même genre d'activités. (Par deux fois la fiancée meurt en bas âge, dans le troisième cas c'est Yao lui-même, devenu un adolescent difficile, qui fait capoter l'affaire.) Cette porosité sociale, ces

relations très naturelles entre une « famille en vue » comme les Yao et une roture honorable, prospère, mais non titrée, sont ce qui retient l'intérêt, et que seul un texte comme le *Linian ji* peut nous faire toucher du doigt.

Également intéressante est la façon dont se manifeste la fibre commerciale du père de Yao Tinglin — pourtant un lettré bon teint appartenant à une bonne famille, même s'il ne porte lui-même aucun titre —, qui se trouve dans les plus grandes difficultés financières depuis la mort de son propre père : étant allé s'installer dans sa belle-famille dans le bourg de Zhoupu, il se lance avec succès dans le commerce de détail en profitant de l'insuffisance de l'offre dans une localité où les grossistes de passage ne trouvent aucun détaillant auprès de qui écouler leurs marchandises. Cet esprit d'entreprise, qui encourage les gens à « faire du commerce » (*shengyi* 生意), c'est-à-dire à essayer de faire des « coups » en jouant sur les différentiels de prix et les particularités de la demande locale, on en trouve beaucoup d'exemples dans le *Linian ji*, et c'est aussi le genre d'activité vers lequel se tourne d'instinct Yao Tinglin lorsqu'il lui faut trouver un moyen, à peine sorti de l'adolescence, de faire vivre sa mère et ses deux jeunes frères au lendemain de l'installation des Qing à Shanghai.

Peu importe le détail — pourtant fort intéressant — des diverses opérations dans lesquelles il se lance en essayant à chaque fois de « surfer » sur le mouvement des prix. S'il rencontre au début un certain succès, au bout d'un certain temps ces activités finissent par ne plus rien lui rapporter. Il se tourne alors vers l'agriculture et exploite une terre qu'il a réussi à acquérir au terme d'un ingénieux montage. Il abandonnera au bout de neuf années d'efforts, victime du retournement de conjoncture économique qui fait s'effondrer les prix au début du règne de Kangxi. C'est alors qu'il entre dans l'administration, mais à un niveau très subalterne, avant de se retrouver de nouveau petit propriétaire et, si l'on peut dire, intellectuel de village. Son économie domestique et sa vie sociale telles qu'il les décrit par le menu dans la seconde moitié du *Linian ji* sont celles d'un tout petit notable rural : la couche inférieure de la classe moyenne, en quelque sorte.

Nous avons terminé cette première série sur « autobiographie et histoire » en revenant sur la question des patrimoines, considérée cette fois-ci sous l'angle du patrimoine « humain », c'est-à-dire des foyers qui vivaient sous la protection des « grandes familles » et leur étaient attachés par des liens contractuels plus ou moins contraignants, mais toujours héréditaires : techniquement c'étaient des « esclaves », ou des « serfs » (*nupu* 奴僕), mais on préférait les appeler « membres de la famille » (*jiaren* 家人). M. Claude Chevalere, qui est en train d'achever une thèse sur ce groupe extrêmement difficile à cerner, propose le terme générique de « dépendants ».

L'image conventionnelle des dépendants dans les textes de lettrés qui décrivent le phénomène, en particulier au Jiangnan où ils étaient particulièrement nombreux, est celle d'une population proliférante de personnes se mettant sous la protection des puissants et finissant par contrôler tous les aspects de leur vie. Nous avons rappelé à ce propos le passage classique du *Rizhi lu* 日知錄 (« Connaissances accumulées au fil des jours ») de Gu Yanwu 顧炎武 (1613-1682) où celui-ci suggère au souverain

digne de ce nom qu'il appelle de ses vœux de libérer massivement les dépendants pour les envoyer défricher les « terres désertes dans les régions lointaines », ou de transformer ceux qui ont des fonctions domestiques en personnel salarié.

En réalité il existait sous les Ming et les Qing de multiples formes de dépendance (ou d'aliénation de la liberté) et une quantité d'appellations et de statuts, et les fonctions que remplissaient les dépendants, leur comportement, leurs relations avec leurs « maîtres » étaient tout aussi variés. Notre perception est facilement biaisée par les descriptions de Gu Yanwu et de bon nombre de ses contemporains qui tendent à se fixer sur les formes les plus extrêmes du phénomène et sur ses conséquences les plus perverses : les centaines, voire les milliers de dépendants qui se vendaient corps et biens à certains grands notables du Jiangnan et abandonnaient jusqu'à leur identité en étant « adoptés » et en recevant le nom de leur maître, les « esclaves puissants » (*haonu* 豪奴) qui entouraient certains potentats locaux et se prévalaient de leur influence pour rançonner le voisinage (ces pratiques semblent surtout documentées au ^{xvi}e siècle), et surtout les « révoltes d'esclaves » dont il va de suite être question. La réalité semble avoir été à la fois plus banale et moins spectaculaire, et pour s'en faire une idée un peu réaliste il importe de dépasser ces descriptions auxquelles on se réfère toujours et de se plonger dans la multiplicité de sources qui mentionnent la dépendance comme un simple fait quotidien.

Le phénomène semble bien avoir été massif dans la plupart des sous-préfectures du Jiangnan à la fin des Ming. À Shanghai, par exemple, une monographie locale publiée au ^{xviii}e siècle affirme, avec quelque exagération sans doute, que le nombre des dépendants y était tel que « dans notre sous-préfecture il n'y avait presque plus de sujets de l'empereur » (*yi ji wu wangmin* 邑幾無王民), entendons de gens « libres » s'adressant directement à l'administration, payant leurs impôts et accomplissant leurs corvées. Le développement de la dépendance est en effet étroitement lié aux pratiques d'évasion fiscale décrites ci-dessus, qui poussaient les propriétaires roturiers à se placer sous la protection de notables titrés. Hamashima Atsutoshi 濱島敦俊, l'un des meilleurs spécialistes du Jiangnan rural à l'époque des Ming, note que dans un grand nombre de cas les dépendants vivaient séparément de leurs maîtres et s'occupaient de leurs propres exploitations en toute indépendance, jusqu'à former une proportion significative de la population dans certains villages ; certains pouvaient même devenir beaucoup plus prospères que leurs maîtres, tout en continuant d'observer la différence de statut qui faisait d'eux des inférieurs. Hamashima propose également de distinguer entre les propriétaires roturiers disposant d'une certaine aisance, qui se contentaient de faire enregistrer leurs terres sous le nom d'un lettré pour se protéger du fisc (*guiji* 詭寄), et les petits paysans qui lui abandonnaient également leur personne (*toukao* 投靠) et devenaient de ce fait ses dépendants, avec à la clé un certain nombre de prestations et d'obligations de service précisées par contrat.

Les dépendants sont très présents dans tous les textes que nous avons cités, mais, là encore, c'est dans l'autobiographie de Yao Tinglin qu'on trouve les notations les plus originales — encore que très fragmentaires —, parce que

procédant directement de la vie quotidienne. Les dépendants figurent dans le *Linian ji* jusqu'à la fin des années 1650, puis disparaissent virtuellement du texte, ce qui n'a rien de surprenant si l'on se souvient que la famille Yao est désormais dispersée et n'a plus aucun statut privilégié. Ils sont toujours appelés *jiaren* (gens de la famille), et leur contrat les lie à l'une des trois branches de la famille. Détail important, les quelque 25 personnes nommément désignées — il y en avait visiblement beaucoup plus — ne portent jamais le patronyme Yao : ce ne sont donc pas des dépendants « adoptés ». (De même les dépendants mentionnés dans les paragraphes du *Yiyou biji* consacrés à la famille de Zeng Yuwang, où ils sont appelés *puren* 僕人, ne sont-ils jamais des Zeng.) Mais il est clair que leur condition est toujours héréditaire : il est à un moment question d'un *jiaren* dont la famille a servi fidèlement les Yao pendant trois générations. Il était cependant possible à un dépendant de racheter son contrat, autrement dit sa liberté — littéralement, sa « personne » (*shushen* 贖身), et pendant leur période de déclin il arrive aux Yao de proposer à un dépendant de se racheter parce qu'ils sont à la recherche de fonds ; dans l'un des exemples cités la somme demandée est de 180 tael, ce qui est loin d'être négligeable.

Hormis les gens de maison, les dépendants mentionnés dans le *Linian ji* habitent toujours à l'extérieur des résidences de la famille Yao et ils sont économiquement indépendants. (Ils ne doivent pas être confondus avec les tenanciers qui versent une rente foncière, également présents dans le texte.) Certains cultivent une terre, d'autres sont des marchands itinérants, et quelques-uns ont la réputation d'être très riches. Plus intéressant, on en rencontre qui paraissent extrêmement proches de leurs maîtres et sont liés à eux par de véritables sentiments d'affection. Ils jouent un rôle important dans le fonctionnement de la famille, parfois négativement lorsqu'ils prennent parti dans les disputes qui la déchirent régulièrement, mais on leur confie aussi des missions de confiance. Un certain Huang Wen 黃文, mentionné à de nombreuses reprises, semble par exemple avoir été une sorte d'intendant (*guanzhang* 管賬) chargé de la gestion des biens des Yao (le père de Yao Tinglin, qui était rejeté par sa propre mère, avait d'ailleurs été donné en nourrice à son épouse), et l'on voit également apparaître deux autres dépendants portant le titre de « comptable » (*guanshu* 管數).

On les consulte quand il y a des décisions importantes à prendre, notamment en matière de patrimoine, et leurs avis sont suivis. Ce sont également deux « vieux dépendants » qui suggèrent en 1657 de faire recruter Yao Tinglin comme commis à la sous-préfecture de Shanghai en invoquant aussi bien l'avenir de l'intéressé que l'intérêt bien compris de la famille. (Bien que la condition de commis fût en règle générale considérée comme méprisable, les familles de notables de la région semblent à cette époque ne pas avoir hésité à placer l'un des leurs dans une administration qui leur était souvent hostile, comme devait le montrer l'affaire du *zouxiao'an* peu de temps après.)

Ces exemples, et beaucoup d'autres encore, illustrent avec une rare immédiateté la richesse et la complexité des relations entre les notables du Jiangnan et leurs dépendants. Beaucoup de questions demeurent cependant. Ainsi, si l'on comprend à peu près l'avantage que les dépendants tiraient de leur condition — être protégés contre le fisc —, c'est moins clair en ce qui concerne leurs maîtres, en dehors de certains services rendus comme gens de maison ou, on vient de le voir, comme gestionnaires : le *Linian ji* en tout cas ne mentionne aucune prestation de nature économique. En revanche il est manifeste qu'avoir des dépendants était une marque de surface sociale pour une famille, un signe visible d'appartenance à l'élite. L'impression qu'on retire de l'autobiographie de Yao Tinglin n'est pas celle d'un maître exploitant ses esclaves, mais plutôt d'une grande famille avec une frange nombreuse de dépendants plus ou moins proches, avec qui on entretient les meilleures relations et sur qui l'on peut toujours compter. Mais la différence de statut n'était jamais oubliée et ces gens qui après tout *vous appartenaient*, même si souvent on ne les voyait pas beaucoup et qu'on n'avait pas grand-chose à faire avec eux, restaient des inférieurs ; et même s'ils apparaissent parfois très familiers, ils étaient tenus à un certain respect.

On l'a dit, l'auteur du *Linian ji* est d'une franchise assez rare au sens où son autobiographie « dit tout », où il n'hésite pas à faire état des comportements les moins avouables, même de la part de ses proches ou de lui-même. L'image relativement paisible des relations entre les Yao et leurs dépendants qui se dégage du texte inspire donc une certaine confiance, mais dans quelle mesure était-elle typique ? Les révoltes de dépendants extrêmement violentes qui ont éclaté un peu partout au Jiangnan au moment de la transition dynastique confirment, s'il en était besoin, que les rapports n'étaient pas toujours aussi faciles, que les humiliations imposées aux dépendants devaient être fréquentes, et que le fait d'être lié héréditairement par contrat à une famille de l'élite était le plus souvent mal vécu. Ces « révoltes d'esclaves » (*nubian 奴變*) n'étaient d'ailleurs pas une nouveauté à Songjiang. Il y avait eu une première vague vers 1570, lorsqu'un gouverneur soucieux du sort du petit peuple et désireux de s'attaquer aux puissants — le célèbre Hai Rui 海瑞 (1513-1587) — avait décrété que les contrats de dépendance étaient illégaux, et plusieurs autres épisodes sont mentionnés par la suite. Les violences de 1644-1645 dont parlent tous nos auteurs (et beaucoup d'autres sources) couvaient depuis longtemps. Elles ont éclaté dès l'annonce de la chute de Pékin et de la mort de l'empereur Chongzhen, et un peu plus tard après qu'un prince Ming eut été mis sur le trône à Nankin en juin 1644 sous le nom de Hongguang 弘光 pour poursuivre la lutte (il ne tiendra que quelques mois). De façon intéressante, Zeng Yuwang affirme que les mutins détournaient de leur sens certaines phrases figurant dans l'édit annonçant l'accession de Hongguang : d'après eux, les mots *yu min gengshi* 與民更始 (« offrir au peuple un nouveau départ ») voulaient en fait dire que c'était la condition des dépendants qui allait changer (*geng*) et qu'ils n'étaient plus tenus de servir leurs anciens maîtres ; et Hamashima mentionne le slogan « l'empire a changé de maître, nous aussi nous changeons de maîtres » (*tianxia bianzhu, wodeng ye bianzhu* 天下變主, 我等也變主).

Yao Tinglin, qui comme tout le monde a été témoin de ces révoltes aussi soudaines que brutales, y consacre un assez long passage, et Zeng Yuwang, qui se trouvait alors dans le bourg de Zhoupu, en parle lui aussi. À Shanghai, d'après Yao, c'est un « esclave depuis des générations » (*shipu* 世僕) qui lève l'étendard de la révolte dans une localité de la côte, et la réponse est immédiate. Le mot d'ordre est « réclamer les contrats » (*suoqi* 索契) — autrement dit, se faire restituer les contrats de dépendance. Mais ce qui est remarquable, c'est que cette revendication débouche rapidement sur une sorte de saturnale : les résidences des notables sont attaquées, non seulement dans les campagnes mais aussi en ville, les maîtres sont sommés de régaler leurs dépendants et de leur montrer du respect, ceux qui renâclent à rendre les contrats sont battus, quand ce n'est torturés et mis à mort, les femmes sont humiliées, les maisons incendiées, etc.

Yao Tinglin n'est ici qu'un témoin de seconde main, car il relate ce qu'on lui a raconté, ou peut-être ce qu'il a vu, mais de loin et chez les autres. Comme y insistent beaucoup d'auteurs, en effet, il y avait aussi des « dépendants loyaux » (*zhongyi jia ren* 忠義家人) qui rendaient en cachette les contrats à leurs maîtres et ne leur causaient aucun mal, car eux-mêmes n'avaient jamais été maltraités. Les dépendants des Yao, en tout cas, ne semblent pas avoir bougé.

*

Le séminaire a eu lieu sous la forme d'un colloque qui s'est tenu les 4 et 5 juin 2009 sur le thème : « Les manuels d'administration de la Chine impériale : conclusions et comparaisons ». Il s'agissait pour les participants de reprendre plusieurs thèmes de recherche rencontrés au cours de la préparation de l'ouvrage *Official Handbooks and Anthologies of Imperial China : A Descriptive and Critical Bibliography*, auquel nous travaillons depuis de longues années et qui doit paraître aux éditions Brill en 2010. Quelques éléments de comparaison sur la formation des administrateurs dans d'autres systèmes et d'autres cultures ont également été apportés.

Les contributions suivantes ont été présentées :

Pierre-Étienne Will, « Introduction générale : manuels, outils de travail, stratification des personnels et culture administrative à la fin de la période impériale ».

Christian Lamouroux (EHESS), « À l'avènement d'une culture bureaucratique : le *Zuoyi zizhen* de 1117 ».

Jean-Michel Carrié (EHESS), « L'expérience administrative romaine. Fin de l'amateurisme aristocratique et naissance d'une Nomenklatura ».

Sophie Démare-Lafont (Université Paris 2), « Administrateurs et administration en Mésopotamie ».

Thomas G. Nimick (US Military Academy, West Point), « When a Judge is More Than a Judge : Official Handbooks and Prefectural Judges in Ming China ».

Claude Chevalyre (Collège de France), « Rien n'échappe aux filets du Ciel : société et justice dans un recueil de cas judiciaires de la fin des Ming ».

Xie Yang (Académie des sciences Sociales de Chine, Pékin), « The Obstacles to Lü Kun's (1536-1618) Implementation of his Plans for Reform : Seen from a Comparative Perspective ».

Luca Gabbiani (École Française d'Extrême-Orient), « La formation et le travail d'un administrateur mandchou au XIX^e siècle, vue à travers la biographie professionnelle de Shengyin (1762-1834) ».

Christine Lebeau (Université Paris 1), « Devenir administrateur des finances au XVIII^e siècle : une comparaison franco-allemande ».

Chen Li (University of Toronto), « Legalization of Confucian Scholars? The Cultural Capital and Social Space of Qing Legal Specialists as Seen in Judicial Handbooks ».

Chiu Pengsheng (Academia Sinica, Taipei), « The Fetishism of Law in Eighteenth-Century China as Seen in Handbooks for Private Secretaries and Litigation Masters ».

Jérôme Bourgon (CNRS, Institut d'Asie Orientale, Lyon), « Des châtiments bien tempérés. La devise *shenxing* 慎刑 dans les manuels pour fonctionnaires ».

Pierre-Étienne Will, « Conclusions ».

*

Nous avons donné à l'Université de Princeton un cours où nous avons posé la question : « Are There Political Resources for Democratic Institutions in Chinese History? », et un séminaire sur « The Penal Code and its Commentaries in the Ming and Qing Dynasties ».

PUBLICATIONS

« Virtual Constitutionalism in Late Imperial China: The Case of the Ming Dynasty », in Stephanie Balme et Michael W. Dowdle (éd.), *Building Constitutionalism in China*, New York, Palgrave Mac Millan, 2009, pp. 261-273.

« The Chinese Contribution to the Universal Declaration of Human Rights, 1947-48: A Re-examination », *Guoshiguan guanxun* 國史館館訊 / *The Academia Historica Newsletter*, n° 1, déc. 2008, pp. 2-29.

« Zai biaoge xingshi zhong de xingzheng fagui he xingfa dian » 在表格形式中的行政法規和刑法典, *Qingshi yanjiu*, 2008, n° 4, pp. 33-52 (traduction de « La réglementation administrative et le code pénal mis en tableaux », *Études chinoises*, XXII, 2003).